

*Le congrès de Yokohama élargit la définition de l'exploitation sexuelle des enfants.*

## Au-delà de la pédophilie et de la prostitution

**Yokohama** envoyé spécial

L'exploitation sexuelle des enfants ne se limite pas à la prostitution et aux abus commis par les pédophiles des pays industrialisés. Au congrès de Yokohama qui s'est ouvert lundi en présence de 3 000 délégués de 138 nations, les pays pauvres d'Afrique et d'Asie ont obtenu que soient aussi incluses les formes traditionnelles d'asservissement comme le mariage forcé, l'esclavage où les mutilations génitales. « Cibler le tourisme sexuel ou les réseaux pédophiles revient à ne défendre qu'une minorité d'enfants parmi les deux à trois millions de jeunes victimes d'abus sexuels dans le monde », s'est exclamé un participant thaïlandais au sommet, prolongement du congrès de Stock-

holm qui, en 1996, s'attaqua pour la première fois à ce fléau. À Yokohama, la ministre française de la Famille, Ségolène Royal, a acquiescé: « L'exploitation sexuelle des enfants nous met, pays riches, face à nos responsabilités. La coopération entre le Nord et le Sud doit s'accroître », a-t-elle déclaré. Sollicitée au Japon par plusieurs représentants africains, Ségolène Royal s'est engagée à proposer au gouvernement français de mettre la protection des enfants contre les violences sexuelles à l'agenda du prochain sommet de la Francophonie.

**Internet et pauvreté.** Le risque d'un sommet à deux vitesses où les pays riches parlent de filtrer l'Internet et de traquer les cybercriminels tandis que les pays du tiers-monde constatent avec effroi l'augmentation des trafics d'enfants provoqués par la pauvreté endémique a ramené la politique

dans les débats de Yokohama où les ONG omniprésentes volent la vedette aux gouvernements: « En Afrique, Internet rime avec liberté, modernité ouverture sur le monde. Ma fille de 13 ans me harcèle pour aller au cybercafé. Personne n'a conscience des dangers du Web... », s'inquiète Mariam Aribot, ministre guinéenne des Affaires sociales.

Un petit tour dans les allées du congrès est éloquent: tous les stands des ONG débordent d'initiatives et de brochures contre le tourisme sexuel ou l'industrie pornographique infantine auxquels le Web offre de nouveaux et sinistres débouchés. Presque aucun ne met en avant la nécessité d'assurer aux familles des revenus décents ou d'investir dans l'éducation, sujets laissés aux

très sérieuses mais bureaucratiques organisations internationales comme le BIT ou

l'Unicef: « Les ONG préfèrent secourir les enfants prostitués et on nous laisse assister leurs familles en amont », déplore une juriste de l'Unicef.

**«Forme de terrorisme».** Conformément aux vœux des pays du tiers-monde, l'Union européenne, présidée par la Belgique, a convaincu la présidence japonaise du congrès de

mentionner dans le texte final « toutes les formes de violences et de contraintes sexuelles ».

Les Européens en ont aussi profité pour dénoncer l'anomalie américaine, à l'heure où l'exploitation sexuelle est comparée à une « forme de terrorisme ».

Les Etats-Unis sont en effet le seul pays riche à n'avoir toujours pas ratifié la convention internationale des droits de l'enfant, socle des congrès de Stockholm et de Yokohama ●

## Bangkok, exutoire de la libido occidentale

*Institutionnalisée et ultradiversifiée, l'«industrie» de la prostitution exploite les Thaïlandaises dès l'âge de 15 ans.*

**Bangkok (Thaïlande)** de notre correspondant

« Fantastique. Je me sens vraiment comme chez moi. » Accoudé au comptoir du Lollipop, l'un des « Beer Bars » du quartier chaud de Nana Plaza, au centre de Bangkok, Guy, un touriste américain en vacances en Thaïlande depuis un mois, rayonne. Entouré de trois hôtesses en T-shirt mouillant, il balaie l'horizon avec sa cannette de bière: des Go-Go bars sur trois étages affichant leurs enseignes néons et résonnant de rythmes primitifs. « C'est un bon deal. Les filles sont contentes. Et je pense que les étrangers sont aussi heureux ici. Tant de filles! » À l'étage supérieur, Richard, un Français qui gère le Vixens, un Go-Go caverneux où des adolescentes en sous-vêtements se contorsionnent autour de barres inoxydables, observe, flegmatique, l'agitation en contrebas.

« Exploitation? Regardez les filles. Ont-elles l'air malheureuses? Avez-vous déjà visité une usine textile à Bangkok? c'est Zola », se défend-il.

**«Vulnérabilité».** Les touristes et les réguliers qui fréquentent le monde ultradiversifié de l'«industrie du sexe» – des salons de massage de vingt étages aux complexes à l'allure de palais romains – ne pêchent pas par excès de culpabilité. Selon eux, clients et filles y trouvent leur compte, le tout dans une atmosphère de légèreté, presque bon enfant, à des années-lumière du climat de violence sordide de Pigalle ou de Saint-Pauli (quartier chaud de Hambourg). Plutôt que de prostitution, il s'agirait d'un échange, d'une transaction presque innocente entre partenaires adultes et mutuellement consentants.

Une telle présentation des choses fait enrager les ONG occidentales qui luttent contre la prostitution

en Thaïlande. «Un échange? C'est plutôt l'exploitation de la vulnérabilité de ces gens. Nous condamnons toute forme de tourisme sexuel, qu'il s'agisse d'un business organisé ou du comportement d'un individu», assène Muireen O'Briain, directrice de «En finir avec la prostitution infantile dans le tourisme asiatique». «Une

forme moderne d'esclavage», renchérit Sandrine Fabié, de la même structure. Le nombre de prostituées en Thaïlande est généralement estimé entre 150 000 et 200 000, ce qui représente environ 2 % de la population féminine entre 15 et 30 ans; une proportion comparable aux chiffres philippins, vietnamiens et cambodgiens. Sur ce total, entre 10 et 20 % travaillent dans des établissements s'adressant essentiellement aux touristes étrangers, le reste opérant dans la vaste gamme de cafés et de clubs privés visant la clientèle

«Nous condamnons toute forme de tourisme sexuel, qu'il s'agisse d'un business organisé ou du comportement d'un individu.»  
La directrice de «En finir avec la prostitution infantile»

locale. Beaucoup d'entre elles viennent des provinces rurales les plus pauvres du royaume, notamment de l'Isan (région du nord-est du pays), qui a très peu bénéficié des retombées de la forte croissance économique que le pays a connue entre 1985 et 1995. Mais une proportion croissante de ces prostituées vient désormais des pays voisins plus pauvres, notamment la Birmanie, le Cambodge et le Laos. Les jeunes filles atterrissent

souvent dans les lieux de prostitution les plus sordides: bordels de campagne, voire, pour certaines d'entre elles, séquestration dans une maison privée. Les ONG thaïlandaises qui travaillent dans les milieux de la prostitution adoptent en général une approche moins dogmatique que leurs homologues occidentales. Non pas qu'elles acceptent les amours exotiques et tarifées des *Farangs* (Occidentaux) – Empower, une association qui assiste les Thaïlandaises travaillant dans les Go-Go bars, parle «d'ordure que l'Occident déverse en Thaïlande» –, mais elles posent le problème en termes sociaux et non en termes moraux. «Si notre pays avait un bon système

éducatif accessible à tous, un bon niveau de sécurité sociale, si les Thaïs avaient des opportunités pour accéder à des emplois pour gagner leur vie correctement, les tou-

ristes pourraient faire d'autres choses, aller dans d'autres lieux», estime Chantawipa Apisouk, directrice d'Empower.

Le tourisme sexuel est désormais exploité directement par des agences de tourisme à des fins de profits. Ces tour operators prennent la forme de véritables conglomérats gérant parfois, comme en Scandinavie, des milliers de touristes, alors qu'aux Pays-Bas, ils constituent plutôt une myriade de petites agences. «Je n'ai pas de problème avec un individu qui vient ici pour rencontrer des Thaïlandaises ou des Thaïlandais. Je pense que c'est un droit d'un côté comme de l'autre. En revanche, il ne me paraît pas correct qu'une entreprise fasse du profit là dessus», estime Jon Unphakorn, sénateur et croisé de la lutte contre le sida.

«L'amour des classes». Dans l'énorme majorité des cas, les Thaïlandaises travaillant dans les quartiers chauds y ont été poussées pour des raisons économiques. Ces femmes sont parfois devenues prostituées après avoir été abandonnées par leur mari; elles deviennent dès lors des soutiens de famille, envoyant de l'argent dans leur province d'origine pour financer l'éducation de leurs enfants et assurer les vieux jours de leurs parents. Mais l'«échange» entre le touriste occidental avide de dépenser son argent pour son plaisir et la fille des rizières cherchant à assurer sa survie et celle des siens reste inégalitaire. «Les filles de Patpong (quartier chaud de Bangkok) ont le même problème que tous les travailleurs exploités. Et celui qui le sait mais qui en profite participe à cette exploitation. Ce n'est pas la guerre des classes, mais c'est l'amour des classes», ironise Richard Ehrlich, coauteur de *Bonjour, ma grande, grande chérie*, une étude sur les «filles des bars» (1). De retour à Nana Plaza, Peung, une jeune fille de 25 ans, accoudée au comptoir du Lollipop, se plaint des regards noirs que lui jettent certains Occidentaux. «Lady work bar, no choice», lâche-t-elle ●

ARNAUD DUBUS

(1) Editions White Lotus, Bangkok, 1999.